

# L'école 44 Émancipée



Bulletin de  
l'École Émancipée  
de Loire-Atlantique

n°23

septembre

2010

1 €

## Édito

Le gouvernement a choisi l'affrontement. Il a choisi le sujet de l'affrontement, hautement symbolique des conquêtes sociales à travers la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans pour tous. Il a choisi le moment : cette session parlementaire. Et il veut aller vite : l'Assemblée Nationale a déjà voté cette loi sur les retraites, et le vote au Sénat est annoncé pour mi octobre. On connaît la soumission de ce gouvernement au MEDEF, on connaît sa proximité avec les grandes fortunes, proximité étalée au grand jour par l'actualité. Cette contre réforme des retraites fait partie de la guerre sociale conduite par ce gouvernement, et c'est une bataille décisive sur le partage des richesses qui se mène actuellement, et dont nous sommes les acteurs. Ce gouvernement veut nous imposer une régression sociale majeure.

C'est donc un enjeu majeur pour tout le mouvement social. Et l'issue de cette bataille va peser sur tous les terrains, politique, social, associatif, et bien sûr syndical. C'est particulièrement un enjeu majeur pour le syndicalisme que nous défendons, un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, qui se retrouve aujourd'hui devant le défi de faire la démonstration de sa pertinence.

Qu'entend-on par « faire reculer ce gouvernement » ? Il ne s'agit pas seulement de faire reculer le gouvernement sur les marges, mais de bloquer sa réforme, particulièrement injuste, mais qui est aussi bien plus que cela. A travers la question des retraites, c'est une vision de la société qui est en jeu.

Et on ne peut certainement pas s'en remettre à une hypothétique promesse de pré campagne électorale qui laisserait entendre un retour au droit à la retraite à 60 ans. On sait bien que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Et que l'allongement de la durée de cotisation et les décotes

peuvent vider entièrement ce droit à la retraite à 60 ans pour tous. Ce n'est pas en 2012 que cette bataille sur les retraites se gagnera, c'est maintenant. Il s'agit au minimum de préserver le droit à la retraite à 60 ans pour tous, sans nouvelle dégradation en ce qui concerne la durée de cotisation, les décotes et le niveau des pensions. Ces exigences ne sont pas suffisantes pour gagner vraiment contre ce gouvernement. Il faudrait pour cela revenir sur les dégradations de 1993 et 2003 ; et 40 ans de durée de cotisation, c'est déjà trop. Pour aujourd'hui, il faut contraindre le gouvernement à retirer son projet de contre-réforme.

L'unité intersyndicale interprofessionnelle a montré sa capacité à mettre des millions de personnes dans la rue. Mais face à l'intransigeance de ce gouvernement, nous savons que cela ne sera pas suffisant.

Avant Sarkozy intransigent, il faut opposer une intransigeance syndicale qui passe par une confrontation majeure avec lui. Cela signifie se donner les moyens de passer à une étape supérieure en paralysant le pays. C'est le seul moyen de gagner face à ce gouvernement de combat. C'est ce qui s'était passé en 1995 (déjà les retraites...). Grèves reconductibles dans des secteurs « stratégiques », blocages de masse, occupations durables de lieux publics, lancement d'une « vraie » grève générale participent du mouvement d'ensemble à mettre en œuvre aujourd'hui. Et ce avant la fin de la discussion parlementaire. Oui, il est possible de gagner, à condition de s'en donner les moyens ! Et c'est un débat qui traverse maintenant les équipes syndicales. On discute de plus en plus de « reconduction », de « grèves reconductibles », de « grève générale ».

La dynamique interprofessionnelle, légitimée de fait par le gouvernement qui s'at-

## Sommaire

- 2 Une nouvelle revue : Les Temps Nouveaux
- 3 Dans le prochain numéro du bulletin de l'École Émancipée 44
- 4 Reconduirons-nouslagreve.org



Revue trimestrielle  
N°CPPAP : 1106G85704  
Dépôt légal : septembre 2010  
Directeur de la publication :  
Benoit Bossard.  
Abonnement annuel : 10 €. Imprimeur :  
FSU  
8 place de la gare de l'État  
case postale n°8  
44276 Nantes cedex 2

taque là à tout le monde, privé comme public, est incontournable. Et cela donne une très grande responsabilité au mouvement syndical. La mobilisation aurait besoin d'un signe clair de l'intersyndicale interprofessionnelle, assumant le niveau d'affrontement indispensable pour faire céder ce gouvernement. Au lieu de cela, on assiste à des hésitations, où c'est le « moins disant » qui l'emporte.

**L**e 7 septembre a mis des millions de gens dans les rues. Il était déjà essentiel d'annoncer une nouvelle étape très rapidement. C'était la proposition de la FSU, celle de Solidaires dès le 8. La CGT et la CFDT ne l'ont pas permis, et il a fallu attendre le 23 pour une nouvelle journée de grève. La mobilisation n'a pas fléchi pour ce nouveau jour de grève, mais les annonces syndicales pour la suite n'ont encore pas été à la hauteur : manifestation le samedi 2 octobre, et journée de grèves et manifestations le mardi 12, alors que le vote au Sénat sera imminent.

Le spectre d'un mouvement général indéfini dans la durée inquiète le gouvernement. "Les choses se compliquent quand l'action syndicale gêne le fonctionnement des entreprises. C'est la raison pour laquelle Raymond Soubie (conseiller social de Nicolas Sarkozy) est plus attentif aux grèves qu'aux manifestations", explique Jean-Marie Pernot.

**L**e calendrier est incontournable, le temps travaille pour le gouvernement. Les millions de grévistes et manifestants témoignent d'un rejet massif de ces projet de régression sans précédent. Il est de la responsabilité syndicale d'indiquer les formes de lutte qui peuvent faire céder ce pouvoir.

**O**ui c'est la généralisation de la grève qu'il faut mettre partout à l'ordre du jour en prenant des dispositions afin de convaincre et s'organiser pour des reconductions de grèves!

**I**l est encore temps, donnons-nous les moyens de gagner. Rien n'est joué, mais il y a urgence.

*GD 44 de l'École Emancipée*

## LES TEMPS NOUVEAUX

MOUVEMENT SOCIAL ET LUTTE POLITIQUE

### Une nouvelle revue: LES TEMPS NOUVEAUX

#### Quelques extraits du texte de présentation:

##### Un projet, une ambition

**R**esponsables syndicaux et associatifs, intellectuels engagés et acteurs du mouvement social, nous enrageons de l'atonie du débat sur les alternatives nécessaires afin que nos sociétés retrouvent la voie de l'émancipation et du progrès humain. Nous voulons contribuer, par nos expériences et nos réflexions au renouveau de la pensée critique du capitalisme, à la reconstruction de perspectives d'espoir, à la fondation d'une politique de transformation.

**D**ans ce projet, nous voulons réunir celles et ceux qui, engagés au plan syndical, associatif ou politique, veulent réfléchir ensemble sur la transformation radicale des rapports sociaux rendue nécessaire par la situation actuelle...

<http://www.lestempsnouveaux.net>

Parmi les fondateurs: Christophe AGUITON – Gérard ASCHIERI – Sophie BE-ROUD – Stéphane BONNERY – Leila CHAIBI – Annick COUPE – Claude DEBONS – Bernard DEFAIX – Jean-Michel DREVON – Françoise DUMONT – Jean-Marie HARRIBEY – Michel HUSSON – Gisèle JEAN – Pierre KHALFA – Christian LAVAL – Jacques LERICHOME – Henri MALER – Jean MALIFAUD – Roger MARTELLI – Gus MASSIAH – Dominique MEZZI – Claude MICHEL – René MOURIAUX – Jean-Michel NATHANSON – Dominique NOGUERES – Jean-Marie PERNOT – Daniel RALLET – Evelyne SIRE-MARIN – Aurélie TROUVE – Claire VILLIERS – Sophie ZAFARI.

**Le n° 1 est paru. L'abonnement est de 40 € pour 4 numéros, chèque à l'ordre de « Les temps nouveaux », à envoyer à « Les temps nouveaux , 43 rue Jean Jaurès 93200 Saint Denis**



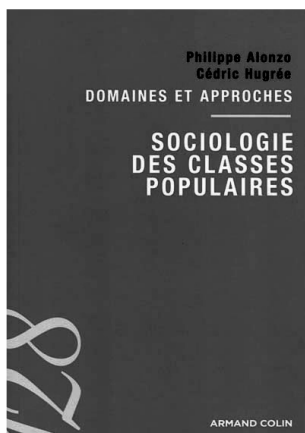
## Dans le prochain numéro du bulletin de l'École Émancipée 44

À l'occasion de la sortie récente de deux ouvrages écrits par des sociologues nantais, dossier spécial « démocratisation scolaire », et questions à Cédric Hugrée et Tristan Poullaouec.

À l'heure de la crise économique et sociale, les diplômes apparaissent à la fois comme de moins en moins capables de protéger contre le chômage de masse et la précarité de la vie professionnelle, mais aussi de plus en plus nécessaires pour faire face aux exigences du marché du travail. Or, l'école unique ne distribue pas ces diplômes de manière égalitaire : 20% des enfants d'ouvriers décrochent aujourd'hui un bac général, contre plus de 70% des enfants de cadres. Le tri scolaire des élèves, basé sur leurs résultats, revient finalement à un tri social : ce sont les enfants des classes populaires qui ont le plus de chances d'être orientés dans les filières de relégation. Loin de renforcer les repères de classe, cette situation n'a fait que les brouiller plus encore : chaque élève et sa famille se voient individuellement imputés le mérite et donc la responsabilité de son propre parcours scolaire. Depuis la Loi Fillon de 2005, la politique gouvernementale en matière d'école n'a fait qu'affaiblir le sentiment que le parcours scolaire des élèves doit beaucoup aux inégalités entre les classes. Cependant les familles populaires ne sont ni indifférentes, ni démissionnaires : ce sont au contraire celles qui placent le plus d'espoir dans l'école. La frustration scolaire pour ces familles et leurs enfants est donc très forte. La réflexion sur les conditions de

mise en place d'une école véritablement démocratique et sur le traitement des classes populaires à l'école guide les travaux de Cédric Hugrée, ATER (attaché temporaire d'enseignement et de recherche) et de Tristan Poullaouec, maître de conférence, tous deux membres du centre nantais de sociologie (CENS) :

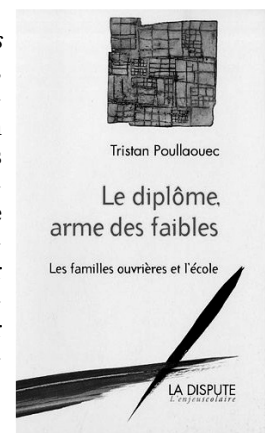
Marie Haye et Mary David



Dans *Sociologie des classes populaires* (Armand Colin, collection 128, mai 2010), Cédric Hugrée et Philippe Alonzo enquêtent sur ceux que l'on nomme parfois « Démunis », « exclus », « nouveaux pauvres »..., à l'heure où les conséquences économiques et sociales de la crise financière fragilisent ceux qu'un ministre avait un temps désignés comme « La France d'en bas ». Les auteurs reviennent sur les travaux et

enquêtes sociologiques qui ont forgé la catégorie de « classes populaires » et en ont fait un outil pour décrire et comprendre le monde social. Les recherches de Cédric Hugrée portent sur les mobilités sociales ascendantes des nouvelles générations populaires diplômées de l'université (1970-2005) et sur la reconfiguration des frontières des classes sociales.

Dans *Le Diplôme, arme des faibles* (édition La Dispute, avril 2010), Tristan Poullaouec retrace l'histoire de la conversion des familles ouvrières aux études longues, des années 1960 à aujourd'hui, étudie les parcours de leurs enfants et l'impact professionnel de leurs diplômes, pour tordre le cou aux théories de l'inflation scolaire, invitant à rejeter toute crainte de la démocratisation de l'école.



# Reconduisonsnouslagreve.org

## Une initiative pour mutualiser les débats sur les suites de l'action contre la réforme des retraites.

Des enseignants du collège la Durantière ont créé un site pour donner un peu plus de visibilité aux discussions qui ont cours dans les établissements et dans les entreprises sur les modalités d'action après le 12 octobre, date de la prochaine grève interprofessionnelle. Le calendrier imposé par le gouvernement pour le débat parlementaire et le vote sur le projet de loi est très resserré et la question de la grève reconductible est de plus en plus incontournable pour les salariés qui ne se résignent pas à

laisser passer cette régression historique. Mais se lancer dans une grève de plusieurs jours suppose de vérifier que certaines conditions sont réunies et notamment que plusieurs secteurs d'activités sont disposés à s'y engager. Alors à vos claviers pour livrer vos contributions.

<http://reconduisonsnouslagreve.org>

Sylvain Marange

### Agenda :

mardi 12 octobre :

- grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites.

MANIFESTER PLUS



POUR GAGNER PLUS



**Abonnez-vous, nous avons besoin de votre soutien financier pour faire vivre ce bulletin**

#### Rejoindre l'École Émancipée 44 :

abonnement au bulletin de l'Éé 44 : 10 euros  
adhésion au groupe départemental de l'Éé : 5 euros  
abonnement à la revue nationale de l'Éé : 30 euros

#### Contacteur l'École Émancipée 44 :

Par courrier : Éé 44 c/o FSU  
8 place de la gare de l'État, CP n°8  
44276 NANTES Cedex 2  
Par courriel : ee44@wanadoo.fr  
Par téléphone : 06 78 69 80 13

